

L'être-esclave

Catherine COQUERY-VIDROVITCH

Olivier Grenouilleau livre un ouvrage important sur l'histoire de l'esclavage et le statut de l'esclave, cet « homme frontière ». Être esclave ne préjuge ni de la profession, ni de la place dans la hiérarchie sociale. Mais l'ouvrage traite moins l'histoire globale du concept d'esclave que l'histoire de la pensée occidentale et française sur l'esclavage dans le monde.

Recensé : Olivier Grenouilleau. *Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale*, Paris, Gallimard, 2014, 407 p., 23, 50 €.

Qu'est-ce que l'esclavage ? est un ouvrage important, riche et parfois décevant, utile et parfois discutable. Malgré son caractère ardu, le livre se lit avec agrément. L'auteur a consulté un grand nombre de travaux en français surtout et en anglais. Sa thèse est que l'esclavage est un statut de nature universelle, même si les variantes en sont multiples en fonction de spécificités historico-culturelles. D'où une appréhension globale du concept. De ce point de vue, c'est une réussite.

Une histoire très longue de l'esclavage

L'ouvrage propose trois parties distinctes. La première, en 150 pages, est constituée des fiches de lecture dressées sur les auteurs français et secondairement anglophones (plus quelques auteurs grecs et latins) qui ont réfléchi sur le concept, depuis l'esclavage antique. La deuxième partie constitue le cœur du travail, consacré à définir ce qu'est un esclave (p.158-278), en insistant sur la période clé du XVIII^e siècle atlantique. La troisième partie se penche sur les dynamiques esclavagistes. Elle débute par l'invention de l'esclavage et s'achève sur les processus de disparition de cette exploitation de l'homme par l'homme.

Il s'agit donc de trois essais de facture assez différente. Le premier sera précieux pour ceux qui s'intéressent aux heurs et malheurs de la pensée française sur l'esclavage. Le deuxième, en dépit de quelques silences inévitables dans une entreprise de cette ampleur, apporte une synthèse indispensable sur ce qu'est l'esclavage. Le troisième propose des enquêtes fort intéressantes, mais incomplètes, en raison d'un défaut d'actualisation bibliographique.

Cet ouvrage a l'indéniable qualité de remettre la traite atlantique à sa place, dans une histoire très longue de l'esclavage, qui est un *statut*, à ne pas confondre avec la *traite*, qui est le commerce des « esclavisés » (terme récent non repris par l'auteur). La documentation est impressionnante jusqu'à l'aube de notre siècle.

L'auteur a aussi le mérite de rassembler les caractères communs à *tous les esclavages* dans sa deuxième partie, de loin la meilleure, car à la fois bien informée et réfléchie, révélatrice de ses capacités de synthèse. Il y démontre que, quelle que soit la déclinaison des variantes, *être esclave* comporte partout et de tout temps des invariants. D'où un concept unique et tenace : l'esclave est un « autre » - ce qui entraîne ségrégation et racisme ; il est

« possédé par un autre » - notion essentielle, car le concept de *possession*, qu'Olivier Grenouilleau a raison de proposer, est plus englobant que celui de *propriété* cher à l'Occident ; enfin, l'esclave est un « homme en sursis », mais néanmoins un être humain, et c'est en tant qu'homme qu'il est utile à son maître ; c'est un « homme frontière », jolie formule qui fait de cette notion un concept malléable adaptable à toutes les civilisations.

L'auteur tord le cou à une série d'idées fausses, clichés naguère ressassés par les ethnologues coloniaux et trop souvent reprises par les médias et le grand public français et africain, comme celle de l'esclavage domestique à opposer, en version « douce », au dur esclavage de plantation ou de traite : les deux ont coexisté partout et peuvent être interchangeables. Être esclave est un *statut*, et donc ne préjuge ni de la profession, ni de la hiérarchie sociale de l'individu esclave. Il a existé dans toutes les sociétés des esclaves investis de responsabilités : esclaves royaux, planteurs, entrepreneurs, artisans ou artistes, etc.

La démonstration s'appuie sur l'esclavage antique et l'esclavage états-unien. L'auteur puise aussi dans d'autres cultures, mais cite peu les Caraïbes. Or, aux États-Unis, la présence d'États non esclavagistes a toujours constitué une échappatoire possible, même si aléatoire et périlleuse. En revanche, dans le cas insulaire, l'enfermement était total et le pouvoir des maîtres absolus – ce qui n'a pas interdit des rapports sociaux différenciés parmi les esclaves et entre les esclaves et leurs maîtres.

Olivier Grenouilleau souligne la distinction essentielle entre sociétés à esclaves et sociétés esclavagistes (où le mode de production et de possession dominant, voire exclusif, est fondé sur les esclaves), ce qui fut le cas à Rome, dans le sud des États-Unis, mais aussi dans l'Afrique subsaharienne précoloniale du XIXe siècle (cas qu'il aborde peu). Il passe en revue, par une série d'analyse de textes, les hypothèses (évolutionniste, fonctionnaliste, transitionnelle) proposées depuis le XVIIIe siècle par les philosophes et les chercheurs pour conclure sagement que cette question ne peut trouver de réponse, sinon complexe. Enfin, il analyse la disparition progressive de l'esclavage dans les sociétés occidentales, en passant en revue les thèses nées à ce propos au XIXe siècle, puis en procédant à la confrontation/différentiation entre l'esclave et l'ouvrier à partir des travaux de Louis Chevalier.

Que pensaient les esclaves ?

Tout ceci est plein d'idées. Mais on reste un peu sur sa faim : l'ouvrage ne répond pas vraiment à son titre. Il ne traite pas *l'histoire globale du concept d'esclave*, mais *l'histoire de la pensée occidentale et surtout française sur l'esclavage dans le monde*, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

D'abord, le souci d'analyste incite l'auteur, de façon systématique dans la première partie – trait qui réapparaît vers la fin de l'ouvrage -, à démultiplier les fiches de lecture, en insistant sur la période clé du XVIIIe siècle, où il s'est reporté aux textes originaux en s'abritant derrière des citations parfois longues. Est-ce essentiel de connaître par le menu ce « jeu de miroirs » de reconstruction occidentale, comme il intitule lui-même cette section, en revenant sur les articles de l'*Encyclopédie* sur l'esclavage, déjà commentés sur Internet, pour conclure qu'aucune des définitions proposées n'est satisfaisante ? Sont plus utiles des références moins connues (comme celles de Locke et de Hobbes) ou la relecture de sept explorateurs de la première moitié du XIXe siècle en Afrique de l'Ouest (p. 141-152), avec une allusion à l'Afrique orientale (Livingstone). On s'étonne en revanche de ne pas voir cité le texte prémonitoire de Condorcet (avant son œuvre de 1794), *Réflexions sur l'esclavage des nègres* (1781).

Que pensaient les esclaves eux-mêmes de leur statut ? Le point n'est qu'esquissé : vu surtout par le regard des Blancs, l'esclave comme acteur de son histoire n'apparaît guère, et quasi nulle part la question n'est « genrée ». C'est qu'est omise une source formidable : les récits de vie d'esclaves, dont plus d'un millier ont été collectés en Amérique du Nord, surtout ces dernières années. Certains remontent au XVII^e siècle, davantage au XVIII^e siècle, et plus encore au XIX^e siècle, quand les abolitionnistes les ont recherchés et publiés en abondance. Parfois traduits en français, beaucoup sont disponibles sur Internet. Ils démontrent la capacité de résilience de ces hommes et de ces femmes capables, tôt dans l'histoire, d'analyser de leur point de vue ce monde innommable. Que des récits analogues n'existent pas pour les Caraïbes suggère la dureté du mode esclavagiste dans les îles à sucre, qui rendait impossible la promotion sociale.

L'auteur utilise ses travaux antérieurs ou ceux qu'il a dirigés, notamment le *Dictionnaire des esclavages* (2010). Mais sa bibliographie, aussi riche soit-elle, s'arrête, sauf exceptions, en 2005. Cela avait été, à cette date, le grand mérite de l'auteur que d'avoir anticipé le regain d'intérêt pour l'esclavage¹. Son ouvrage de synthèse fut novateur. On a l'impression qu'il a repris la masse de matériaux qu'il avait alors accumulés, sans trop réactualiser sa bibliothèque (notons l'absence d'une bibliographie récapitulative, gênante dans la mesure où nombre d'auteurs cités à plusieurs reprises ne sont rappelés que par un bref *op.cit.*).

Oublis et lacunes

Sauf exceptions, la recension s'arrête au moment où va exploser la recherche sous l'impulsion de chocs politiques contemporains : la loi Taubira de 2001, dont l'article 2 enjoint d'enseigner à l'école l'histoire de la traite et de l'esclavage (d'où la nécessité de concevoir des manuels), et le discours du président Sarkozy déclarant en juillet 2007 à l'université de Dakar que l'Afrique n'était pas encore « entrée dans l'histoire ». Autant que son propre ouvrage, ces événements furent autant d'injonctions faites aux spécialistes pour se mettre au travail.

Depuis lors, le savoir en langue française a énormément progressé. Pour l'Afrique la source quasi unique de l'auteur (à l'exception d'un historien africain dont il a rédigé la préface, le Burkinabé Maurice Bazemo, en 2007), est Claude Meillassoux, auteur majeur mais aujourd'hui renouvelé. Est ignorée l'excellente revue nantaise *Cahiers des Anneaux de la Mémoire* fondée en 1999. N'est pas consulté le réseau inter-africain CARTE (Centre africain de recherches sur les traites et les esclavages) dirigé par l'historien sénégalais Ibrahima Thioub (qui passe quatre mois par an à l'Institut d'études avancées de Nantes).

Le plus discutabile est le choix de Gilberto Freyre (1933) pour analyser l'esclavage brésilien (p. 110-124)². Sa thèse, le *métissage réussi* (pour lequel Grenouilleau a repris un article de 2005 qui en soulignait déjà les contradictions internes³) est remise en cause par les historiens lusophones d'aujourd'hui. Il aurait fallu évoquer la somme de Luiz Felipe de Alencastro⁴. Pour les Antilles, ses sources sont à amender par les deux volumes dirigés par Jean-Pierre Sainton, professeur à l'université des Antilles⁵. C'est un tour de force que de

¹ Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières : Essai d'histoire globale*, Gallimard, 2005.

² *Casa Grande*, Trad. : *Maîtres et esclaves, la formation de la société brésilienne*, 1952, 1978.

³ Olivier Pétré-Grenouilleau, *L'Histoire*, n° 303, 2005, p. 98.

⁴ *O Trato dos Videntes: Formação do Brasil no Atlântico Sul, séculos XVI e XVII*, São Paulo, 2000.

⁵ Jean-Pierre Sainton (éd.), *Histoire et civilisation de la Caraïbe (Guadeloupe, Martinique, Petites Antilles)* : 1, *Le temps des Genèses*, 2004, et 2, *Le temps des matrices, économie et cadres sociaux du long XVIII^e*, 2012.

traiter de la révolution haïtienne (1791-1804, p. 375-381) sans se référer aux travaux animés par le spécialiste français de la question, Marcel Dorigny (université Paris VIII)⁶.

On peut en dire autant du CIRESC (Centre international de recherches, esclavages, acteurs, systèmes et représentations), qui a publié depuis 2006 pas moins de dix volumes dans sa collection « Esclavage » chez Karthala, et qui est une pépinière de thèses de qualité⁷ animée au CNRS par Myriam Cottias. Sont absents les travaux d'Éric Mesnard sur l'esclavage dans les Antilles françaises, et ceux d'Antonio Mendes, spécialiste francophone et lusophone de la traite dans sa transition méditerranéo-atlantique (XVe-XVIe siècle). Pierre Dockès est ignoré sur l'itinéraire de la canne à sucre d'Asie à l'Amérique, en passant par l'Afrique.

Travailler en équipe ?

Ces lacunes entraînent Olivier Grenouilleau à des assertions hasardeuses : « Il n'est plus possible de multiplier les travaux sur l'esclavage sans se poser la question de sa définition même » (p. 403). Ces chercheurs passent leur temps à se la poser ! Ou bien il déplore que soit négligé le transfert de « l'esclavage entre la Méditerranée médiévale et l'Amérique coloniale moderne, avec l'étape intermédiaire de l'introduction de l'esclavage dans les îles de l'Atlantique comme Madère ou São Tomé » (p. 389). Or ceci est excellemment traité depuis plusieurs années⁸, de même que l'invention de la plantation de canne à sucre par les Portugais à São Tomé, un demi-siècle avant la découverte du Brésil⁹.

Cette lacune rend la synthèse, sérieuse et utile par ailleurs, en partie dépassée. Or l'auteur annonce avec un beau courage l'ambition de poursuivre son œuvre de chercheur solitaire : d'une part, une histoire mondiale de l'esclavage et, d'autre part, une histoire de l'abolitionnisme international. Signalons qu'une nouvelle masse documentaire apparaît : le colloque (préparé de longue date) organisé à Nairobi par les historiens africains sur *L'esclavage en Afrique : histoire, héritages et actualités* (novembre 2014)¹⁰. Les débats ont été passionnants, entre une centaine de spécialistes internationaux d'Afrique et d'ailleurs, et seront suivis, n'en doutons pas, d'une importante publication.

Publié dans laviedesidees.fr, le 2 février 2014

© laviedesidees.fr

⁶ Ouvrages collectifs publiant des rencontres scientifiques (1998, 1999, 2003, 2004, 2009, 2013). Non plus que son *Atlas des esclavages. Traites négrières, sociétés coloniales, abolition de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Autrement, 2006 & 2013. Jacques de Cauna, *Toussaint Louverture, le grand précurseur* (Bordeaux 2012) est mentionné en note.

⁷ Une seule est citée (p. 362) : Caroline Oudin-Bastide, *L'effroi et la terreur. Esclavagisme, poison et sorcellerie aux Antilles*, La Découverte, 2013.

⁸ Toby GREEN, *The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589*, Cambridge University Press, 2012. Peter MARK & José da SILVA HORTA, *The Forgotten Diaspora. Jewish Communities in West Africa and the Making of the Atlantic World*, Cambridge University Press, 2011 (CR détaillés in *Cahiers d'Études africaines*, 2012).

⁹ Izequiel Batista De Sousa, *São Tomé et Príncipe de 1485 à 1755 : une société coloniale du Blanc au Noir*, L'Harmattan, 2000.

¹⁰ Organisé par le CARTE-UCAD, Dakar, Sénégal ; le Centre d'Études et de Recherches Pluridisciplinaires sur l'Esclavage et la Traite en Afrique (CERPETA), Yaoundé, Cameroun ; le Shimoni Slavery Museum of Mombasa, et la Catholic University of Eastern Africa, Nairobi, Kenya ; l'IRD – URMIS « Migrations et Sociétés », Université de Nice, et le CIRESC-CNRS.

